

Jik An Bout

Journal en ligne des Comités Populaires. Responsable de publication : Jean ABAUL
Contact : 0696 41 41 32 | Chemin Vimbert – Lotissement La Haut - 97215 Rivière-Salée. | cncpmartinique@gmail.com



N° 219 - 30 JUIN 2024

EDITORIAL

LA FLAMME DE LA DOMINATION
OCCIDENTALE ET DE L'ALIENATION EST
REPARTIE !



Le réveil de la flamme Olympique :
Une mise en scène imaginée par les nazis pour les J.O. de Berlin en 1936

D'aucuns ont voulu nous faire croire que le périphe de la flamme olympique dans les colonies françaises n'avait pour but que de chanter la fraternité humaine. En se penchant sur la véritable histoire de la cérémonie, on réalisera que ce n'est absolument pas le cas. Nous avons là l'une des pages du récit sur lequel la civilisation occidentale s'appuie pour propager son suprémacisme et son pseudo universalisme. Ici, il s'agit de l'idéalisation de la Grèce antique, dont elle a fait une de ses racines et, cette fois, de magnifier la puissance de la France coloniale.

Lire la suite en page 2

BILLET DU CNCP



Mobilisons-nous aux côtés
du Peuple Kanak pour
mettre définitivement fin à
la domination coloniale
française !

A lire en page 4

PAROLE A



Parole à Christian ZELELA
et Joris PAVIOT :
Deux petits planteurs de
banane

A lire en page 5

FOK SAV SA



A propos des résultats du
RN aux élections en Mar-
tinique : Une désinforma-
tion indécente

A lire en page 7

INITIATIVES ALTERNATIVES



BA YO FOS LA !

A lire en page 8

LA FLAMME DE LA DOMINATION OCCIDENTALE ET DE L'ALIENATION EST REPARTIE !

Ainsi, des compétitions sportives opposant des Cités, qui par ailleurs se faisaient régulièrement la guerre, dans une société grecque où seuls les propriétaires participaient au jeu de la démocratie, entourés d'une majorité de femmes, de métèques et d'esclaves ne jouissant d'aucun droit, où l'on tuait les enfants handicapés, sont prises comme source d'inspiration pour signifier la fraternité entre les Peuples !

Mais, dira-t-on, aujourd'hui ce n'est pas la même chose, puisque le baron français Pierre de Coubertin a rénové ces Jeux en 1894 et a fondé un Comité International Olympique (C.I.O.) pour les organiser. Depuis, le C.I.O. gouverne le mouvement en s'appuyant sur une « Charte Olympique » judicieuse. Il est bien vrai que, sous son égide, de belles rencontres sportives ont pu enthousiasmer les foules, favoriser l'engagement d'une multitude de gens dans les sports les plus variés et que l'institution des jeux paralympiques a constitué un progrès social certain. Mais, tout cela n'empêche pas que les J.O. ont toujours été l'enjeu de batailles féroces entre les grandes puissances qui veulent en être organisatrices parce qu'ils leur permettent d'anesthésier les populations tout en redorant leur blason*¹.

Nous vous invitons instamment à relire l'article de Yorgos Mitralias,

dont nous reprenons le lien ci-contre : (<https://www.cadtm.org/«La flamme olympique, une merveilleuse idée du Dr. Goebbels»>). Il nous rappelle comment c'est à l'occasion des J.O. de Berlin en 1936 que cette « première torche », inspirée par Goebbels et fabriquée par Krupp, a été allumée à Olympie avec une chorégraphie, qui ## la même à ce jour, due à la metteuse en scène officielle d'Hitler, la tristement célèbre Leni Riefenstahl. L'opération orchestrée par le pouvoir colonial français qui organise les J.O. de juillet 2024, suit strictement la même logique. En promenant la flamme dans tous ses territoires colonisés à travers le monde, il s'agit bien d'étaler la puissance de l'empire. Seule ombre à son tableau : la Kanaky où il n'était pas question de rendre visible le Peuple Kanak en lutte et la réalité de la répression coloniale.

Comme il fallait s'y attendre, les partisans du passage de la flamme en Martinique ont ressorti leurs poncifs :

1- « L'attention du monde entier sera attirée sur notre « territoire ». « Nous devons être fiers, celui-ci deviendra attractif », nous disent-ils.

Ceux qui tiennent ces propos sont-ils conscients que le Pouvoir colonial a entrepris d'accélérer le Génocide par substitution ? Qui veut-on

attirer ici et dans quel but ? Les investisseurs européens qui détruisent le tissu économique endogène ? Les suprémacistes décomplexés qui bénéficient du soutien de l'État et des banques pour s'implanter ? Il est significatif que les « sites exceptionnels à promouvoir » étaient pour la plupart fermés au public.

Qui peut vraiment croire que les spectaculaires moyens policiers mis en place ne visaient qu'à « assurer la sécurité de la flamme » ? Forces venues de l'extérieur, vols d'hélicoptère, interdiction de stationner dans de très larges zones, aux environs du parcours, tout cela était manifestement excessif. Cela relevait, comme cela a été le cas lors de l'opération COVID, d'un exercice de contrôle du



territoire et d'une entreprise de domestication totalitaire de la société.

Pensez que dans certaines communes, des personnels de santé ont reçu les consignes suivantes : *« Les personnels soignants et tous les corps de métiers réalisant un déplacement à domicile pourront circuler uniquement à pieds. Les soignants à domicile ne pourront pas accéder avec leur véhicule aux abords du parcours entre 11h et 16h. Aucun laisser passer ne sera réalisé dans le cadre de cette manifestation » ou encore «La commune n'a pas prévu de laisser-passer. Les professionnels de santé sont donc encouragés à décaler leur intervention dans le périmètre durant ce laps de temps».*

Il ne saurait être question que les impérieux besoins de soins des patients et la souffrance au travail connue des personnels de santé viennent gâcher la beauté du passage d'une flamme olympique, n'est-ce pas ?

Peut-on croire sérieusement, qu'au moment où le gouvernement sabote les services publics et la protection sociale au prétexte de lutter contre le «déficit public» et au nom de l'orthodoxie budgétaire, il engagerait des sommes astronomiques dans le seul but de faire la population applaudir le passage d'une flamme ?

Quant à ceux qui prédisent des « retombées économiques » pour notre pays, il faudrait, qu'en toute transparence, ils annoncent le coût global de l'opération et démontrent ses conséquences réelles sur notre tissu économique. Le bon sens populaire estime pour sa part que les sommes dépensées auraient dû servir prioritairement à porter des réponses aux

problèmes brûlants de la distribution d'eau potable, de la construction de logements, etc...

2- «Il ne faut absolument pas mélanger le sport et la politique !» disent encore les partisans du passage de la flamme.

Jamais, au grand jamais, sport et politique n'ont cessé de s'embrasser. Faut-il rappeler les conditions dans lesquelles les athlètes russes ont été exclus des jeux qui se préparent ?

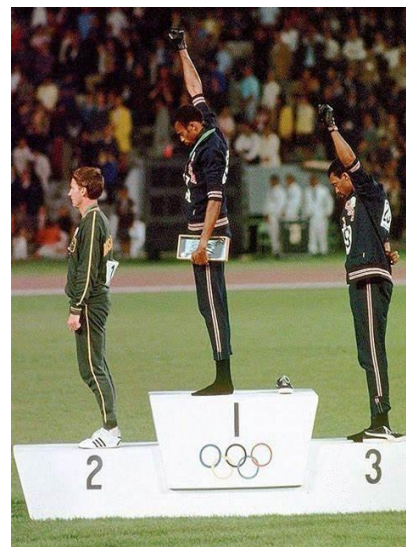
En réalité, les gouvernements, représentants des classes dominantes et s'appuyant sur leurs médias, ont toujours instrumentalisé les grands événements sportifs à des fins politiques. Ceux-ci sont intégrés dans le chapelet d'opérations de diversion visant à anesthésier les masses. Coupes du monde, tours cyclistes, J.O., élections de Miss, événements dits « people » (mort de la reine Élisabeth, avènement de Charles III), quelques drames choisis (incendie de Notre Dame de Paris), Eurovision, on pourra continuer la liste à loisir. Il s'agit bien d'une politique globale menée pour chloroformer les esprits et étouffer l'expression des contestations.

Dans un tel contexte, il est tout-à-fait légitime que les peuples dominés fassent entendre leur voix lors d'événements tels que les Jeux Olympiques. Toutes les occasions doivent être saisies pour faire résonner nos dénonciations et nos revendications.

Ainsi, en levant leur poing ganté de noir lors des jeux olympiques de Mexico en 1968, Tommie SMITH et John CARLOS ont puissamment contribué au combat contre le racisme

et les discriminations subis par les afro descendants de par le monde. Nous devons suivre leur exemple.

Profitons-en pour rappeler que le 4 novembre 2011, en leur honneur et en présence de Tommie SMITH lui-même, la municipalité de Fort-de-France, a érigé la statue de « L'homme droit » (œuvre de l'artiste Claude CAUQUIL) aux abords du stade...Pierre ALIKER.



L'instrumentalisation des grands événements sportifs ou culturels par les impérialistes occidentaux est de plus en plus contestée partout dans le monde. Des événements alternatifs de grande ampleur sont organisés par le «SUD Global» pour s'en émanciper.

Nous devons nous inscrire dans cette dynamique en pensant **des jeux débarrassés du poids de l'aliénation, dont la conception et le déroulement ne nous soient pas imposés par des institutions toxiques.**

Au bout du compte, c'est la flamme de la domination occidentale et de l'aliénation que nous devons éteindre et nous devons nous mobiliser davantage encore autour de la flamme de la Dignité, de la Résistance et de la Souveraineté !





MOBILISONS NOUS AUX COTES DU PEUPLE KANAK POUR METTRE DEFINITIVEMENT FIN A LA DOMINATION COLONIALE FRANCAISE

Déclaration du CNCP - 15 Mai 2024



L'histoire de la France coloniale c'est un long fleuve de massacres, de répression, de subversion, de pillage, d'accords secrets et léonins, de duplicité et de mensonges. Aujourd'hui, le pouvoir français prétend interdire définitivement que le Peuple kanak exerce son légitime droit à l'autodétermination en manipulant encore le corps électoral. En aucun cas les ressortissants de la puissance coloniale ne doivent participer à un référendum d'autodétermination déjà frelaté par le vote de ceux dont Pierre Messmer avait cyniquement planifié la venue à cette fin.

Le Peuple Kanak a le droit de se révolter contre l'agression qu'il subit !

Au niveau mondial, les puissances impérialistes occidentales sont sur la défensive, ce qui les rend plus agressives et dangereuses encore. Elles instrumentalisent les institutions internationales pour défendre leurs seuls intérêts. Le respect des droits les plus élémentaires des peuples sont bafoués. Le génocide du peuple Palestinien commis par l'armée sioniste israélienne avec leur complicité objective le démontre amplement.

La France, chassée de son «pré-carré africain», espère renforcer son emprise sur ses colonies pour retarder son inéluctable déclin. C'est ce que disent les manœuvres visant à maintenir la Kanaky sous domination, le rapt de l'île comorienne de Mayotte, au mépris du droit international, l'accélération de la politique de «génocide par substitution» ainsi que le démantèlement de l'économie endogène en Martinique et, partout, la militarisation à outrance des territoires.

Si, par cette déclaration, nous entendons joindre notre voix à celle de tous les anti-colonialistes et anti-impérialistes du monde pour dénoncer la politique coloniale de la France et exprimer notre solidarité avec le Peuple Kanak, nous voulons aussi signifier que c'est, ensemble et en intensifiant notre lutte contre la présence coloniale française dans notre propre pays, que nous mettrons définitivement fin au « temps des colonies » !

- *Dénonçons le double langage de ceux qui prétendre soutenir le droit des Peuples à l'autodétermination tout en revendiquant un droit pour la France à «jouer un rôle dans le monde du fait de sa grandeur»*
- *Donnons un coup d'arrêt définitif à l'arrogance des suprémacistes décomplexés qui, chez nous, affichent leur racisme, leur gangstérisme et leur malpropreté !*
- *Tournons le dos aux illusionnistes prétendant que le Pouvoir colonial accepterait de nous accompagner généreusement sur la voie de l'émancipation !*

Luttons pour mettre fin au colonialisme français et pour l'accession à la souveraineté nationale !

KANAKY- MATINIK, MENM KONBA !



DEUX PETITS PLANTEURS DE BANANE

Quand la Martinique a commencé à exporter la banane vers la France, ce sont essentiellement des petits planteurs qui la produisaient. Le travail se faisait essentiellement en famille et beaucoup d'entre eux ont pu améliorer sensiblement leurs conditions de vie. Puis est venue l'heure de l'organisation du marché de la banane sous la coupe de l'Europe, avec la possibilité de bénéficier d'importantes subventions. Alors, la caste dominante béké s'est lancée dans une monoculture intensive. Christian ZELELA et Joris PAVIOT, petits planteurs de banane qui se définissent non pas comme des «exploitants» mais comme des «exploités agricoles», nous livrent leur témoignage.



Christian ZELELA et Joris PAVIOT
(Photo France Antilles)

Jik An Bout : Est-il possible de vivre correctement quand on est petit planteur de banane ?

Christian ZELELA : Vivre uniquement de la banane s'avère très compliqué pour un petit producteur de nos jours ! Les contraintes se multiplient et le découragement s'amplifie ! Les obstacles sont multiples ! Cela va des catastrophes climatiques aux différents aléas sanitaires auxquels nous devons faire face ! Mais le pire est humain ! La profession manque de main d'œuvre à cause de la rudesse du métier et de la faiblesse des revenus. Et enfin le dialogue de sourds persiste entre les producteurs et les responsables de la filière !

Joris PAVIOT : Avant tout il faudrait définir ce qu'est un petit planteur. Il est limité par une surface, environ 5 ha, et produit

annuellement entre 200 et 250 tonnes de banane.

Plusieurs facteurs interviennent dans notre activité : le fait que l'on soit propriétaire ou locataire du foncier, le potentiel agronomique du terrain et son exposition au vent, la capacité d'investissement, les différentes charges supportées par l'exploitation. Un autre facteur limitant, c'est le défaut de main d'œuvre qualifiée, aujourd'hui, dans un secteur qui n'est plus attractif. De plus les coûts de production sont tirés vers le haut, alors que les prix de vente n'ont pas été revalorisés depuis vingt ans. Le POSEI (Programme d'Option Spécifique à l'Éloignement et à l'Insularité) n'a pas suivi l'inflation et reste inchangé depuis 15 ans. Donc on travaille vraiment à perte.

Alors, est-il possible de vivre correctement quand on est petit planteur ? Peut-être que certains tirent leur épingle du jeu en fonction des conditions décrites plus haut, mais pour la plupart, cela reste très compliqué.

Jik An Bout : Les subventions européennes vous sont-elles profitables et votre production vous garantit-elle de justes revenus ?

Christian ZELELA : Les aides européennes ? Une telle manne financière peut être profitable à condition de pouvoir répondre à toutes les conditionnalités : Être à jour des cotisations sociales et fiscales, être

capable de budgétiser 100/100 des investissements !

Le POSEI banane lui, aujourd'hui, ne sert bien souvent qu'à financer le fonctionnement interne du groupement et, pour le producteur, 60 pour cent paient les différentes charges de l'entreprise et les 40 pour cent restants sont souvent saisis par le groupement pour les factures d'intrants.

Joris PAVIOT : D'abord, Il y a les subventions liées à l'investissement (FEADER), elles sont profitables dans le sens où sur de nombreux investissements (matériel d'irrigation, tracteurs etc.) on peut prétendre jusqu'à 75% de subvention, mais la contrainte c'est qu'il faut préfinancer 100% de la somme. Il faut donc avoir les capacités d'investissement de départ et de nombreux producteurs ne les ont pas et ne sont pas solvables. Ces subventions ne sont profitables que si on parvient à les obtenir. L'autre subvention sans laquelle la banane n'existerait plus c'est le POSEI, sauf que ce dernier n'a pas été revalorisé depuis plus de 15 ans.

Christian ZELELA : Depuis des années Nous produisons à perte ! Pour la commercialisation et l'obtention de l'aide POSEI, nous sommes obligés de faire partie d'une organisation de producteurs ! Aujourd'hui, c'est assez compliqué au vu du peu de petits producteurs restants !

Le mieux serait de préserver l'outil extraordinaire qu'est BANAMART qui, juste, devrait être managé de façon différente ! Le dialogue est quasiment inexistant ! Nous ne sommes plus entendus !

Joris PAVIOT : Personnellement je ne tire aucun revenu, en effet les charges sont incompressibles et, depuis le covid et la guerre en Ukraine, les prix des intrants, de l'engrais, des matières organiques, ont doublé. Le SMIC aussi a augmenté ainsi que les prix du carburant et de l'huile, les coûts pour l'entretien et réparations. Tous ces surcoûts ne sont pas pris en compte dans la vente des produits. On a donc en termes de revenu, une avance qualifiée de roulement de trésorerie constitué d'une quote-part (60%) de l'aide POSEI qui est reversée de façon hebdomadaire durant l'année, et les 40% vont constituer le solde. Les 60% couvrent à peine les salaires, et avec des coûts de production prohibitifs, on peut affirmer que l'on travaille quasiment à perte. Donc on ne tire pas de revenu.

Jik An Bout : Comment les petits planteurs pourraient-ils mieux défendre leurs intérêts ?

Joris PAVIOT : Alors, c'est une démarche en cours de structuration avec de grosses exploitations, également des Békés. Des problèmes subsistent toute fois. D'une part le monopole des mûrisseries en France et une partie de l'Europe est détenu par l'UGPBAN et FRUIDOR, et, d'autre part, localement, la CGM détient le monopole du transport. Ainsi pour l'acheminement de notre banane les négociations avec la CGM porteront sur un volume moindre, et il faudra aussi

passer par l'UGPBAN pour le mûrissement, mais encore, même en passant par une mûrisserie concurrente, les risques de diminution ou de rupture d'approvisionnement pour cause d'aléas climatiques (cyclone, sécheresse, etc...), contraindraient cette dernière à se retourner vers FRUIDOR pour une autre source d'approvisionnement (Côte d'Ivoire, Amérique du sud, etc.), ce qui ne sera pas sans conséquence en matière de coercition. Aussi, est-il possible de nous organiser ? Oui. Sortir de la tutelle des groupements, c'est compliqué. Je pense que l'on a un outil de production, BANAMART, qui est déjà bien rodé, il faudra donc revoir la politique et la gouvernance du groupement.

Jik An Bout : Envisagez-vous une reconversion ?

Joris PAVIOT : Me concernant, je ne dirai pas une reconversion, puisque j'ai un système de production qui est intimement lié à la banane ; les autres cultures en place sur l'exploitation sont en symbiose, c'est-à-dire que l'on retrouve une association de culture autour et au sein des bananes comme les agrumes, des cerisiers acérولا, des cocotiers, tous types de fruits tropicaux, etc..., donc il s'agit d'une diversification dont la banane ne peut être exclue.

Christian ZELALA : Je pense forcément à la reconversion qui, de toute façon, s'avère obligatoire car je ne vis plus de la banane ! Pour beaucoup cela sera difficile car nous sommes très soumis à la qualité de nos sols pollués ou pas ? Le marché des produits maraîchers et issus de l'élevage est restreint !



Jik An Bout : Comment voyez-vous l'avenir de l'agriculture martiniquaise ?

Joris PAVIOT : Je pense que l'avenir est déjà défini par les grands lobbys qui sont en place, ceux qui détiennent les grandes filières agricoles Martiniquaise mais aussi les grands magasins, les supers et hypers Marchés. Ce sont eux qui détiennent l'avenir de l'agriculture et pas nous ! Ainsi, l'avenir je le vois plutôt morose. Pour ma part, je souhaite sortir de ce carcan et fonctionner en électron libre, en m'orientant vers la vente directe et les circuits courts.

Christian ZELALA : Nous agriculteurs sommes souvent jugés et conseillés par des gens qui ne pratiquent pas le métier et qui, forcément, n'ont pas un regard objectif ! Cela fait des années que nous le voyons mais ne pouvons changer quoi que ce soit ! L'agriculture martiniquaise se devra de subir des réformes pour une reconstruction et l'étude d'une viabilité à long terme ! Autonomie alimentaire oui mais avec les agriculteurs !

PAWOL FONDOK

« Notre bonheur ne peut pas venir de ceux qui ont profité de notre esclavage, de ceux qui ont profité de notre état de dépendance. »

Norbert ZONGO



A PROPOS DES RESULTATS DU RN AUX ELECTIONS EN MARTINIQUE : UNE DESINFORMATION INDECENTE

Dans notre pays, le score du Rassemblement National aux élections européennes correspond à 2,02 % des 304.698 inscrits (6 149 voix !). Pourtant le discours dominant des journalistes et des politologues se concentre sur «l'implantation consolidée du RN en Martinique», le «vote d'adhésion à ses idées grandissant dans une fraction du peuple Martiniquais» et, même, sur la «percée spectaculaire du RN» (sic). Erreur d'analyse due au formatage des élites ? Volonté consciente de désinformer ? Quoiqu'il en soit, la bulle médiatique est complètement déconnectée de la réalité politique qui prévaut dans notre pays.



Photo Martinique Première

Parlons d'abord du taux d'abstention à ces élections (87,68%). Tous les commentateurs autorisés, se plaignent de son ampleur et l'expliquent, généralement, par le fait que les électeurs n'auraient pas «compris les enjeux » ou par la «méconnaissance des bienfaits de l'Europe». Ce qui revient à dire :

- que les Martiniquais ne sont pas capables d'adhérer aux explications et aux thèses propagées depuis des décennies par les mouvements indépendantistes dans les moindres recoins du pays ;
- que les petits planteurs n'ont pas compris que le système de subvention n'est pas conçu en leur faveur ;
- que la jeunesse ne sait pas faire la différence entre quelques opérations « ERASMUS », la destruction des services publics d'éducation, les difficultés d'accès aux filières de formation et la misère du monde étudiant ;
- que les électeurs ne sont pas conscients du fait que des élus en fin de listes « nationales » n'ont aucune chance de représenter les Martiniquais, face à une Commission Européenne contrôlée par les lobbies, etc, etc !!!

Évoquons maintenant la dite «percée du RN». Les chiffres suffisent à établir que cela relève de la désinformation pure et simple. Il convient toutefois de préciser qu'il existe effectivement un **petit pourcentage** d'aliénés, de collaborateurs et, malheureusement, de personnes trompées qui défendent les thèses du RN dans notre pays, mais on est en droit de penser que l'essentiel des voix qui se portent sur les candidats d'extrême-droite sont celles des français suprémacistes de plus en plus nombreux dans notre pays. Bien sûr, les idées xénophobes propagées par les classes dominantes, comme partout ailleurs, polluent notre société et nous continuerons à les combattre mais cela n'a rien à voir avec une quelconque « percée du RN ». Le résultat de ses candidats au premier tour des législatives suffisent à illustrer cette réalité.

Circonscription 1	Cédric Crampon (RN)	2 312 voix	soit 2,88 % des 80.241 inscrits
Circonscription 2	Juvénal Rémir (RN)	2 613 voix	soit 3,28 % des 79.635 inscrits
Circonscription 3	Max Ferraty (RN)	1 684 voix	soit 2,79 % des 60.282 inscrits
Circonscription 4	Grégory Roy-Larenty (RN)	2 408 voix	soit 2,85 % des 84.475 inscrits

Soit un total de 9 017 voix pour les 4 représentants du RN. Lors du deuxième tour des élections présidentielles de 2022, on avait parlé de « victoire historique de Marine Le Pen avec 73 000 voix ». En toute logique, aujourd'hui, on devrait parler d'électorat fracassé et de défaite cuisante du RN !

SUGGESTION DE LECTURE

- * <https://ici.radio-canada.ca> / L'agriculture à petite échelle plus menacée que jamais dans le monde.
- * <https://www.legrandsoir.info> / Le nazisme et le fascisme n'ont jamais été les ennemis des États-Unis par Robert GIL.



INITIATIVES ALTERNATIVES

BA YO FOS LA !

L'un des objectifs de l'Administration Alternative Populaire est de faire connaître les initiatives culturelles, économiques et sociales impulsées par notre Peuple. Elle entend également favoriser la synergie entre celles-ci et inciter nos compatriotes à les faire vivre. Aujourd'hui l'AAP vous propose de découvrir « Palmis d'or – la reine de la fibre végétale depuis 30 ans ».

Léonide JOSEPH travaillait le bakoua dans les années 60. Pendant les vacances, sa fille Laure l'accompagnait sur les marchés dans plusieurs communes, en particulier à Rivière Salée et aux Trois-Îlets pour vendre sa production. C'est là qu'est né son amour pour les fibres végétales. Elle s'est lancée dans la fabrication de chapeaux bakoua. Elle a fait de cette activité son gagne-pain depuis une trentaine d'années, améliorant chaque jour son savoir-faire au point d'obtenir le label «Artisanat Martinique» et la distinction «Coeur Martinique». Outre les chapeaux elle s'est spécialisée dans la fabrication de sacs et de yoles miniatures. Nous vous invitons à la contacter pour découvrir son travail et soutenir son activité.



Contact Laure.frJoseph : 0696.08.79.79 / palmisdorcreation@gmail.com / www.palmisgoldmartinique
Contact AAP : Mathurin Alexandre-Alexis 0696.40.04.68

AGENDA

SORTIE CONVIVIALE TRADITIONNELLE

de Jik An Bout et du CNCP

Dimanche 14 juillet 2024
De 9 h à 16 h

- * Découverte de la flore et des plantes médicinales
- * Repas convivial
- * Activités ludiques

Vous êtes invités à participer en famille

Contact pour renseignements et inscription :
0696.332.632



Radio Jik An Bout

UNE INFORMATION ALTERNATIVE

Liens :

<https://jikanbouttv.com/radio/>
<https://jikanbouttv.com>

&

Facebook Jik An Bout



CONTACTS :

cncpmartinique@gmail.com
0696 41 41 32 / 0696 25 28 78 / 0696 33 26 32.



Journal offert par le Conseil National des Comités Populaires (CNCP)

